

Baromètre Développement Durable d'EDF

Synthèse des résultats France de la vague 2017

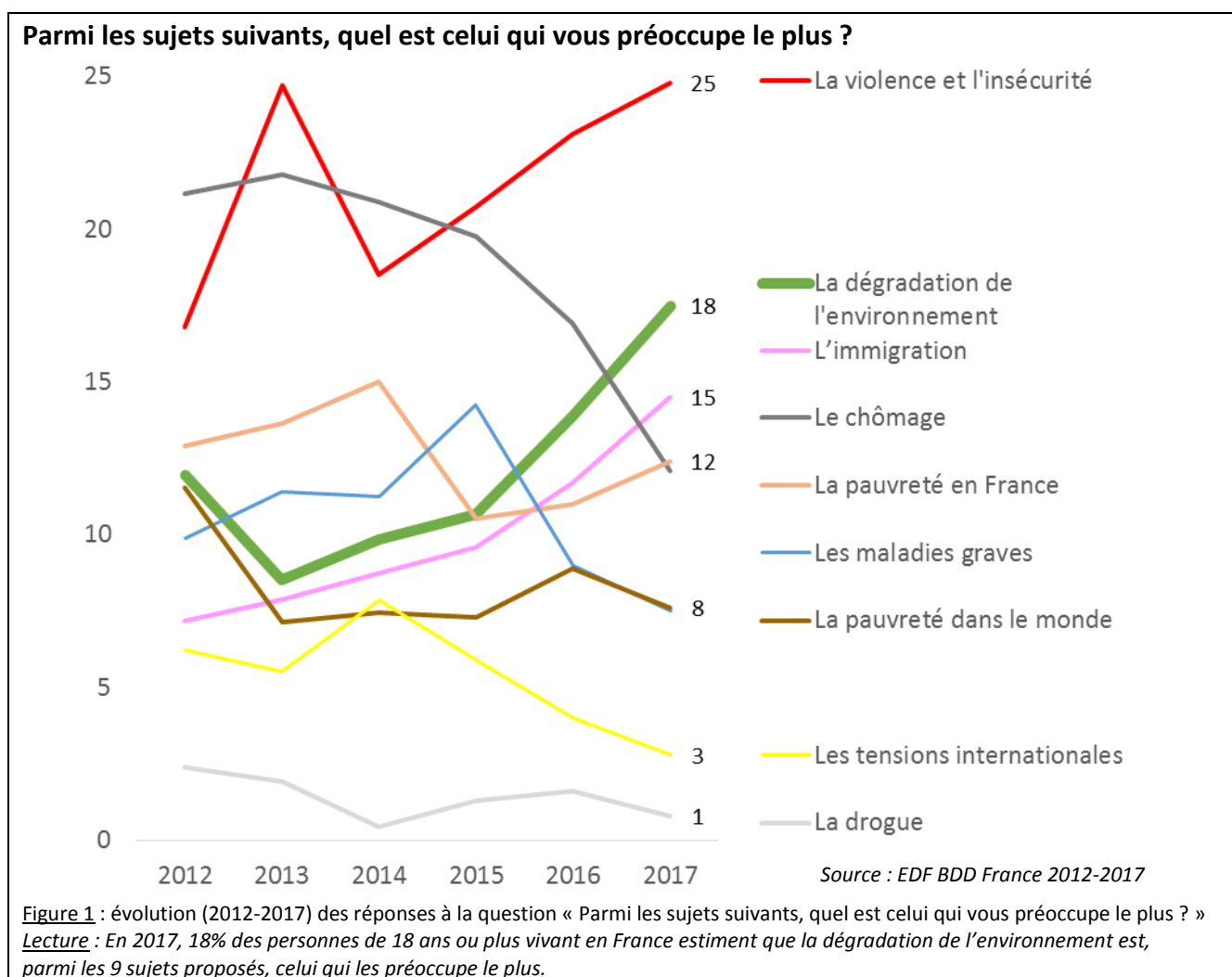
Jérôme Cubillé – EDF R&D

Méthodologie

Le BDD est une enquête annuelle d'EDF qui, depuis 2012, est menée chaque année en ligne (en partenariat avec Ipsos) dans plusieurs pays dont la France. Dans chaque pays, un échantillon d'au moins 1000 répondants de 18 ans ou plus est ainsi constitué, dont la structure sociodémographique est la même que celle de la population cible. Si certains biais peuvent exister comme dans toute enquête d'opinion, ils sont stables d'une vague à l'autre et comparables d'un pays à l'autre, grâce à la permanence du questionnaire et des choix méthodologiques.

1389 personnes vivant en France ont répondu à cette enquête entre le 15 juin et le 6 juillet 2017.

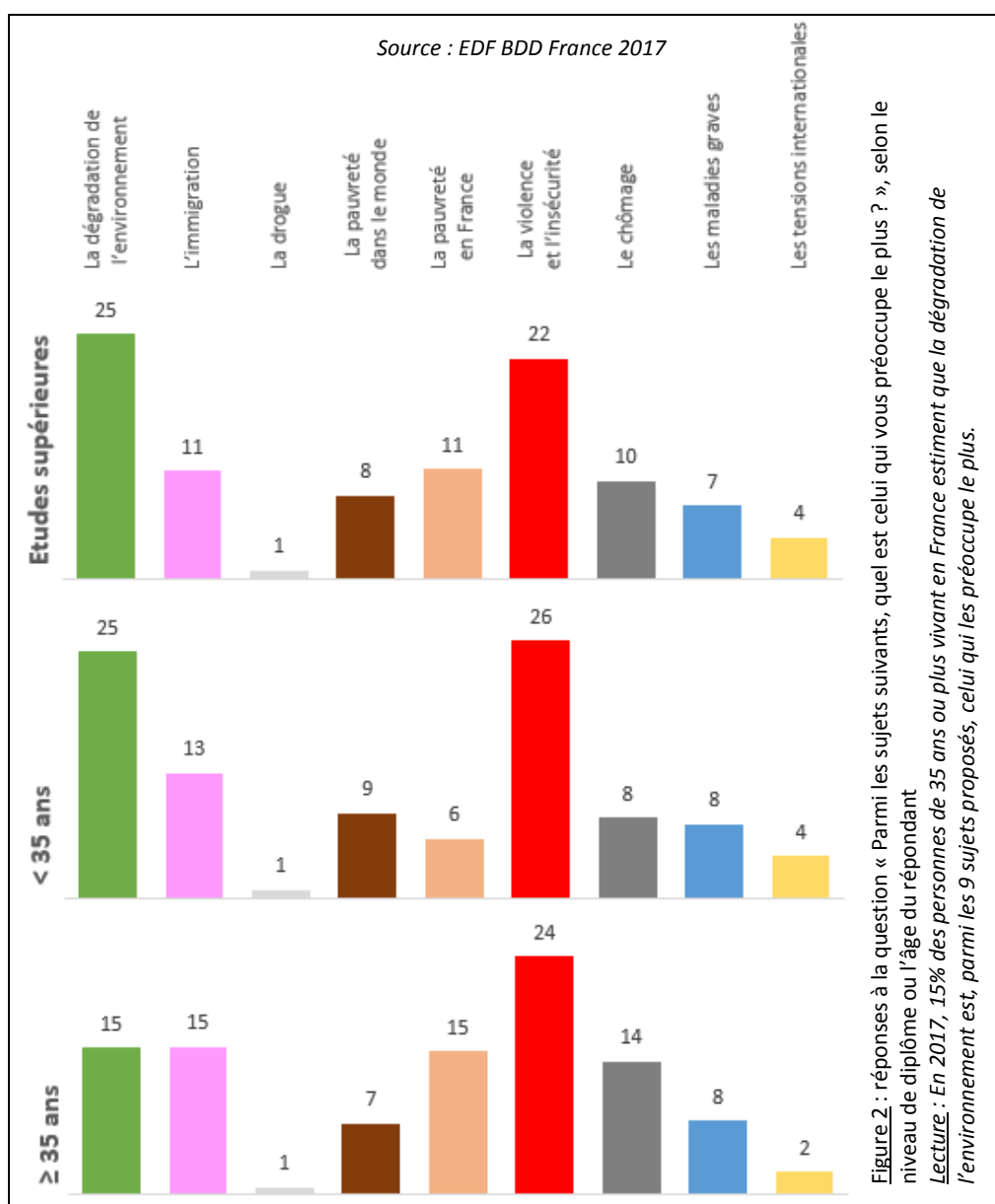
Principaux résultats



Cette première question invite à faire un choix dans une liste (aléatoirement ordonnée) de sujets de préoccupation. Ce type de question est d'essence volatile, et ses variations peuvent être importantes, potentiellement soumises au bruit médiatique des semaines précédant l'enquête.

On observe néanmoins (Fig. 1) une tendance nette depuis 2013 : la dégradation de l'environnement préoccupe de plus en plus les Français, puisque la part de ceux qui cochent ce sujet a plus que doublé en 4 ans, pour s'établir à 18% (soit plus d'un répondant sur 6) en 2017. Seul l'item *la violence et l'insécurité* préoccupe davantage, puisque choisi par un répondant sur quatre. A l'inverse, le chômage, qui était en 2012 d'après cette question la première préoccupation des Français, n'a cessé depuis d'être choisi par moins de répondants : seuls 12% en 2017, soit presque deux fois moins que quatre ans auparavant.

Le choix du sujet majeur de préoccupation est, sans surprise, très lié à la sensibilité politique (mesurée en fin d'enquête : « de quel parti vous sentez-vous le plus proche ? ») – sans que l'on puisse d'ailleurs dire quelle est, de ces deux informations, celle qui dépend de l'autre. Mais il est également lié à l'âge ou au niveau d'éducation¹, comme la Fig. 2 le montre. Ainsi, la dégradation de l'environnement est le sujet de préoccupation majeur chez les plus jeunes, et les plus diplômés.



¹ Il faut noter que l'effet de l'âge et du niveau de diplôme ne sont ici pas redondants, car sont tous deux significatifs lorsque l'on modélise la réponse à cette question. De façon générale, lorsqu'un effet est mentionné dans cette note, c'est que sa significativité (au seuil de 1%) a été préalablement testée.

Voici un certain nombre de problèmes environnementaux. Indiquez pour chacun d'entre eux si vous le jugez très préoccupant, assez préoccupant, peu préoccupant ou pas préoccupant du tout ?

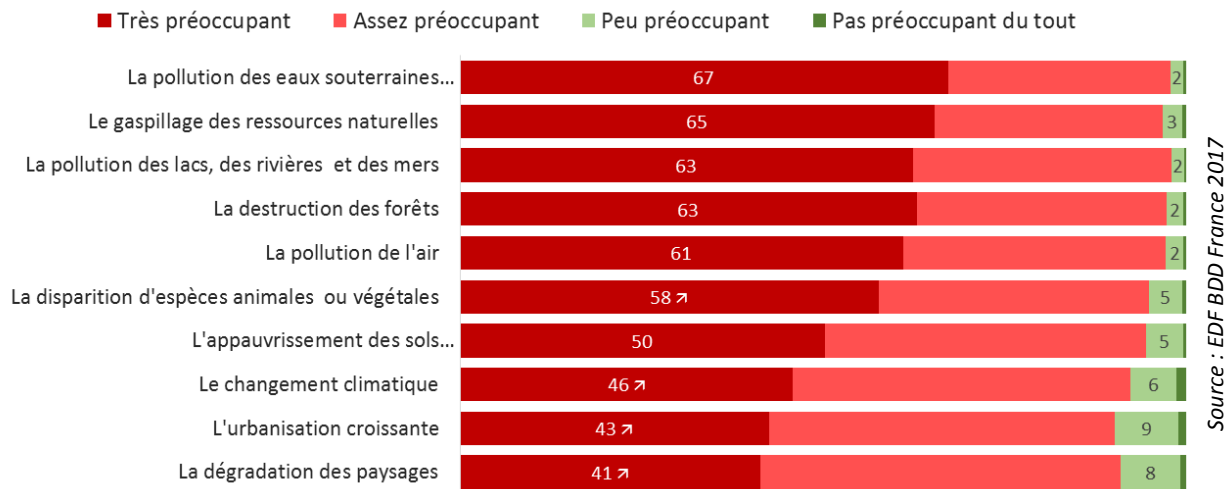


Figure 3

Lecture : En 2017, 46% des personnes de 18 ans ou plus vivant en France estiment « très préoccupant » le changement climatique.

Lorsque l'on cherche à estimer le niveau de préoccupation pour divers problèmes d'environnement (Fig. 3), on constate une différenciation globalement faible (ou effet de halo), chacun des sujets de cette liste étant souvent jugé de façon identique : ces sujets sont ainsi jugés *assez* ou *très préoccupants* par plus de 90% des répondants. Mis à part la dégradation des paysages, l'urbanisation croissante et le changement climatique (pour lesquels la réponse modale est *assez préoccupant*), chacun de ces sujets est jugé majoritairement *très préoccupant* – cette réponse étant de plus en plus fréquente (de +10 à +12 pts en trois ans) pour la biodiversité, la dégradation des paysages, l'urbanisation croissante ou le changement climatique.

Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?

Oui, certainement / Oui, probablement / Non, probablement pas / Non, certainement pas

Pour vous, le changement climatique dont on entend parler est-il avant tout...

Un phénomène provoqué par l'activité humaine / Un phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu dans son histoire / On ne peut pas le dire

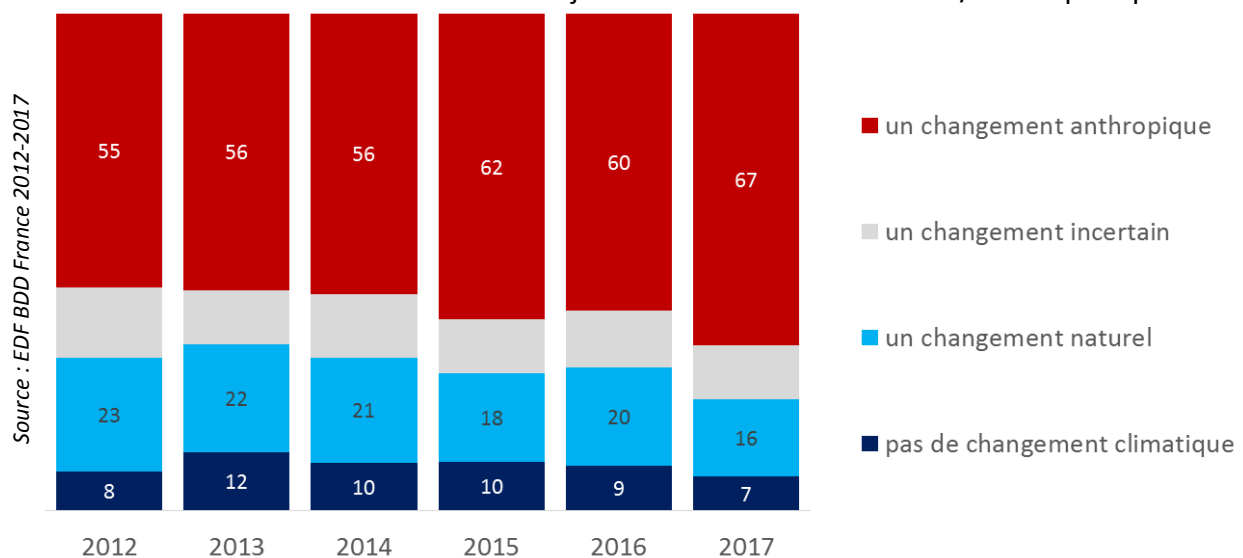
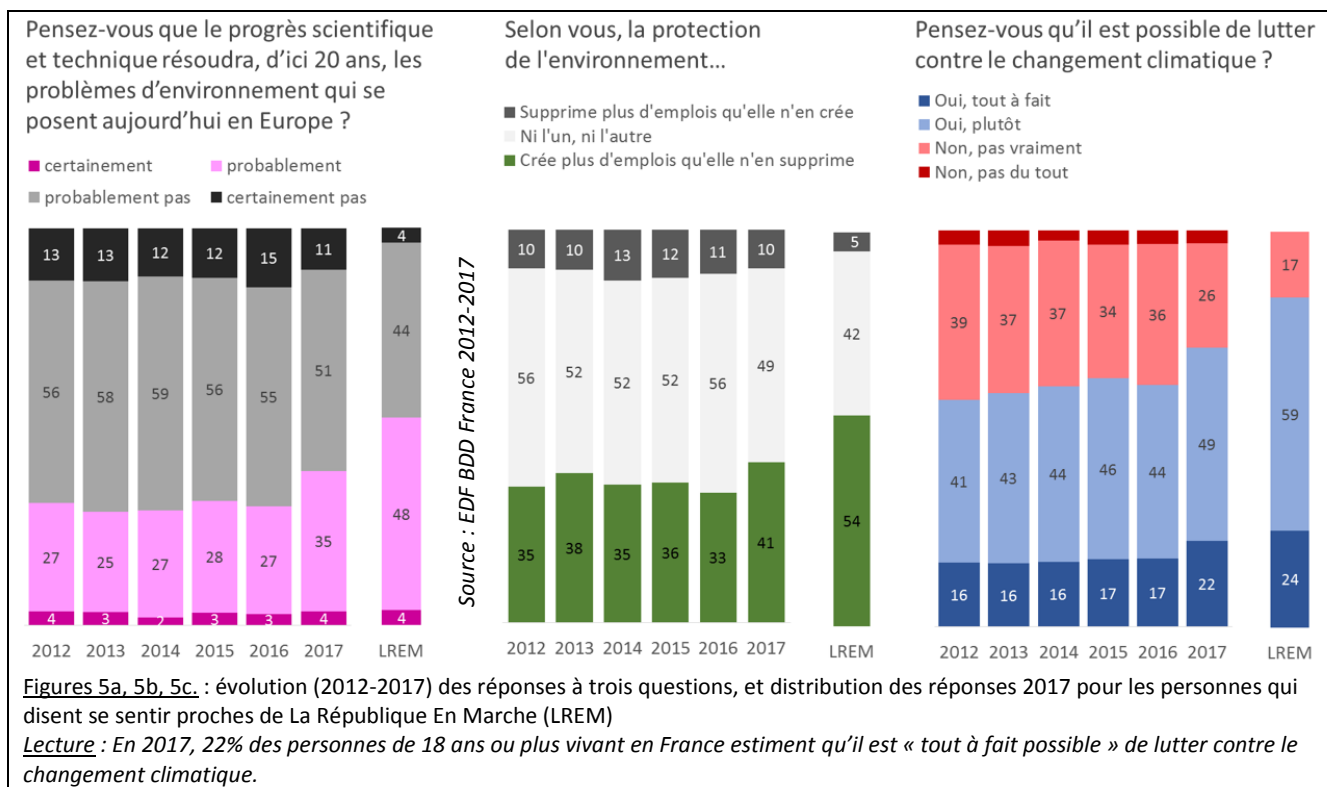


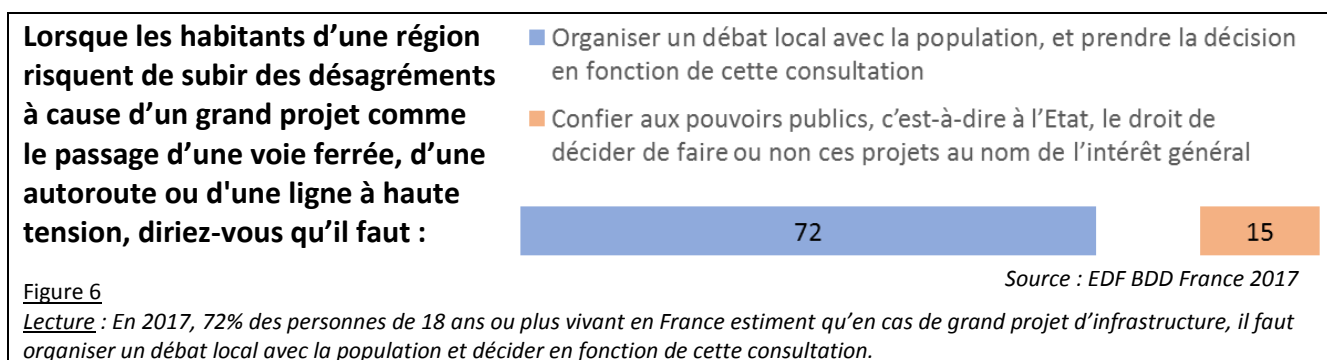
Figure 4 : évolution (2012-2017) des réponses combinant deux questions sur le changement climatique (cf. ci-dessus)

Lecture : En 2017, 67% des personnes de 18 ans ou plus vivant en France estiment que le changement climatique que nous sommes en train de vivre est avant tout provoqué par l'activité humaine (changement anthropique).

Les climato-sceptiques (qui nient *certainement* ou même *probablement* l'existence du changement climatique) seraient très minoritaires en France : de l'ordre de 7% en 2017 – en baisse continue depuis 2013 (Fig. 4). Une majorité de plus importante des Français (deux tiers, à ce jour) estime que ce changement climatique existe, et qu'il est avant tout provoqué par l'activité humaine. Il faut noter que cette opinion dépend assez nettement de l'âge, puisque, lorsque plus de trois quarts des répondants de moins de 25 ans en sont persuadés, seuls 50% des plus âgés partagent cet avis.

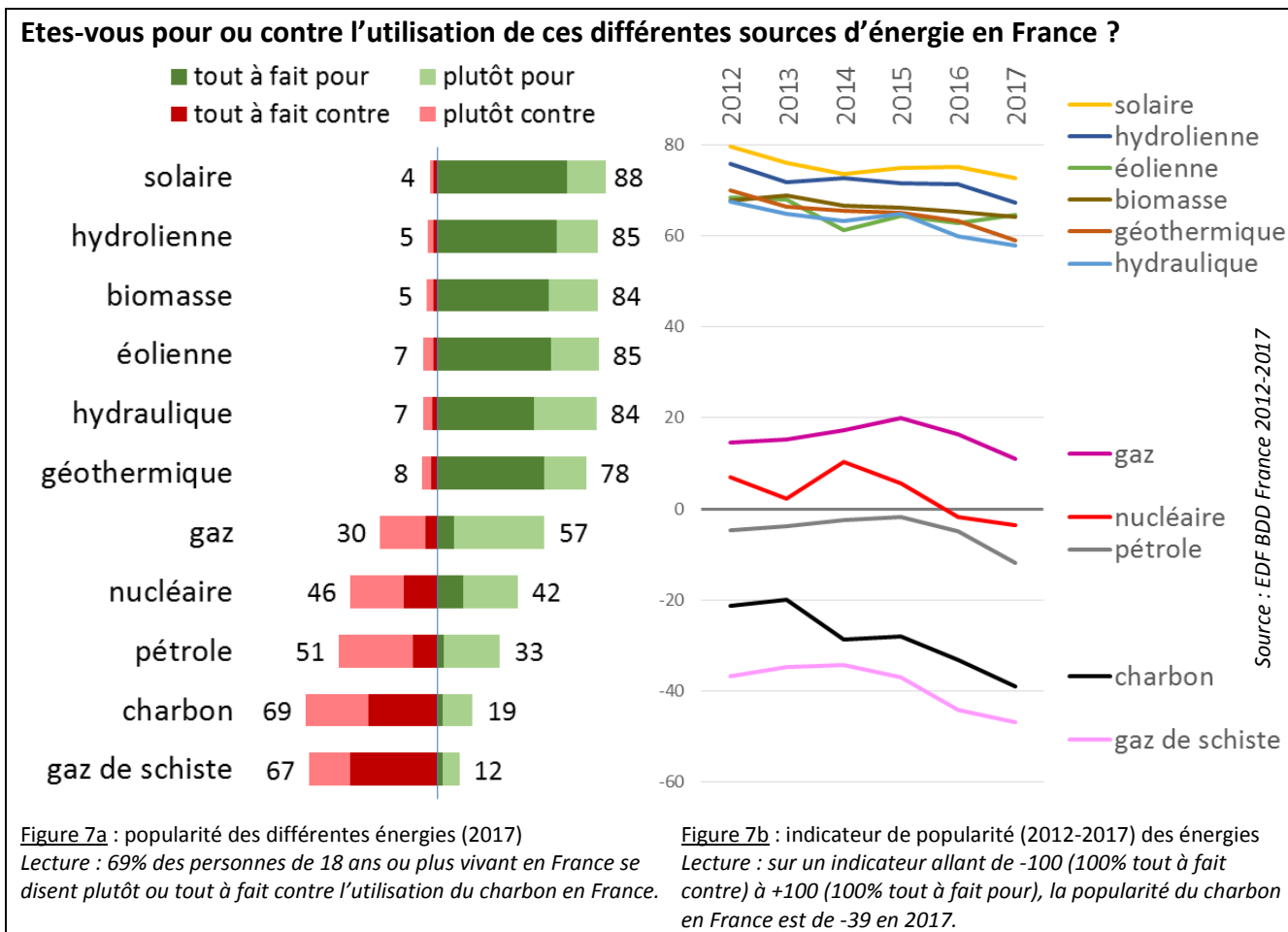


Plusieurs questions, relatives à l'économie de l'environnement ou la capacité à changer le cours des choses (Fig.5), et dont les réponses étaient stables depuis 2012, indiquent en 2017 un (léger) regain d'optimisme. En y regardant de plus près – et notamment en croisant avec la sensibilité politique – on constate qu'en réalité, ce rebond est presque entièrement dû aux répondants se disant proches de LREM, et qui ont vraisemblablement voté aux élections ayant eu lieu juste avant cette enquête² pour les nouveaux Président et Député-e se présentant sous cette étiquette. On peut donc imputer cette évolution à un « effet Macron », qu'il sera intéressant de réévaluer un an plus tard.



² En 2012 (lors des précédentes élections nationales), le BDD en était à sa première vague et n'a donc pu mesurer d'évolution due à ces élections ; en outre, l'enquête avait alors eu lieu à l'automne, donc à distance de ces scrutins.

Les Français sont particulièrement attachés à la consultation, au débat local (Fig.6), plutôt qu'à l'imposition par le haut, en cas de grand projet d'infrastructure : près de trois quarts privilégient cette première option, lorsque 15% (mais un quart des répondants aux revenus les plus élevés) pensent que la décision doit être imposée au nom de l'intérêt général. 13% ne se prononcent pas.



Lorsque l'on cherche à évaluer, par une question simple (voire abstraite), la popularité de différentes sources d'énergie en France, on observe (Fig. 7a) que rares sont ceux qui s'opposent (même faiblement) aux énergies renouvelables – phénomène qui ne se retrouve pas souvent dans les projets locaux d'implantation... L'opposition des Français est très marquée pour le gaz de schiste (45% *tout à fait contre* et 22% *plutôt contre*) et le charbon (respectivement 36% et 33%), et majoritaire pour le pétrole (51% d'opposants à son utilisation). Seul le gaz, parmi les énergies fossiles, conserve encore une majorité – bien que molle – de partisans.

Quant à l'énergie nucléaire, elle divise beaucoup les Français, puisque la proportion de ses opposants est à peine supérieure à celle de ses partisans.

Si les fossiles et le nucléaire voient leur nombre d'opposants s'accroître ces dernières années, on observe globalement une baisse de la popularité de toutes les énergies mesurée par cette question (Fig.7b), ce qui traduit possiblement – du moins en ce qui concerne les énergies renouvelables – une prise de distance voire une méfiance, en ces temps de transition énergétique annoncée.

Les différences sont importantes entre hommes et femmes sur cette question énergétique, sur laquelle celles-ci se prononcent nettement moins (Fig. 8) – mis à part pour l'éolien ou le solaire, qui ne font quasiment plus débat, tout du moins à l'échelle nationale.

Etes-vous pour ou contre l'utilisation de ces différentes sources d'énergie en France ?

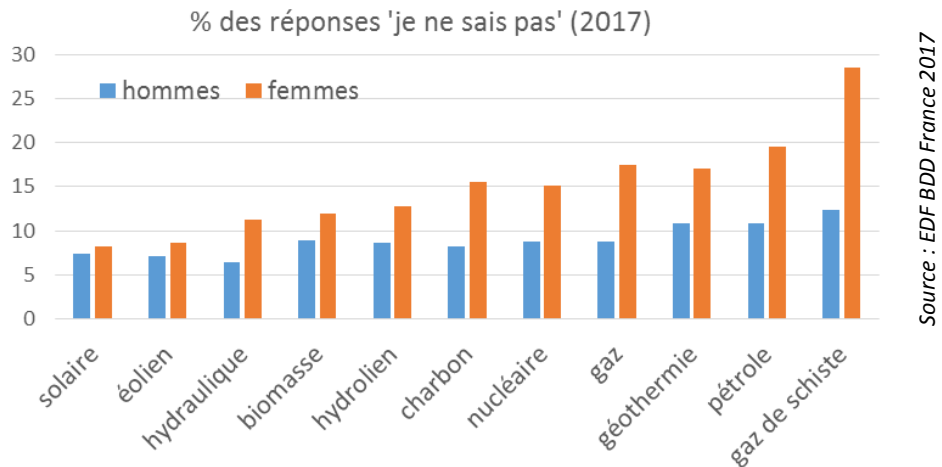


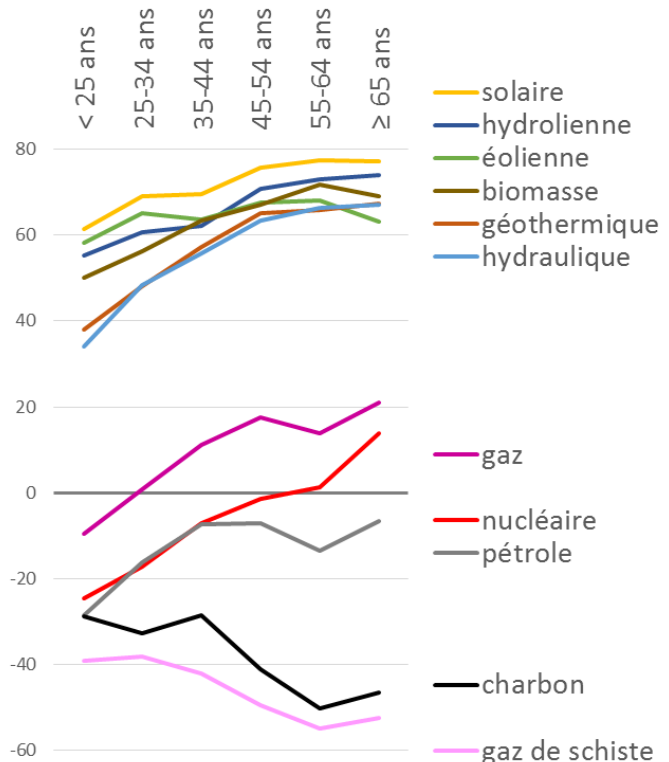
Figure 8 : proportion de non réponses selon le sexe du répondant

Lecture : 15% des femmes de 18 ans et plus vivant en France ne se prononcent pas lorsque on leur demande si elles sont pour ou contre l'utilisation de l'énergie nucléaire en France

En outre, lorsqu'elles s'expriment, les femmes le font souvent de façon plus prudente que les hommes : ainsi, deux tiers des hommes qui s'expriment sur l'énergie hydraulique se disent *tout à fait pour*, contre moins de la moitié des femmes ; ou encore la moitié des exprimés masculins se prononcent *tout à fait contre* le charbon, contre un tiers des exprimées.

Les différences d'opinion entre hommes et femmes sur le sujet de l'énergie nucléaire n'en sont que d'autant plus remarquables : en effet, si les hommes sont nettement plus *tout à fait favorables* au nucléaire (21%) que les femmes (6%), celles-ci sont plus nombreuses à s'exprimer contre (51% des femmes vs. 39% des hommes) – y compris *tout à fait contre* (19%, vs. 16%) – cette énergie.

Etes-vous pour ou contre l'utilisation de ces différentes sources d'énergie en France ?



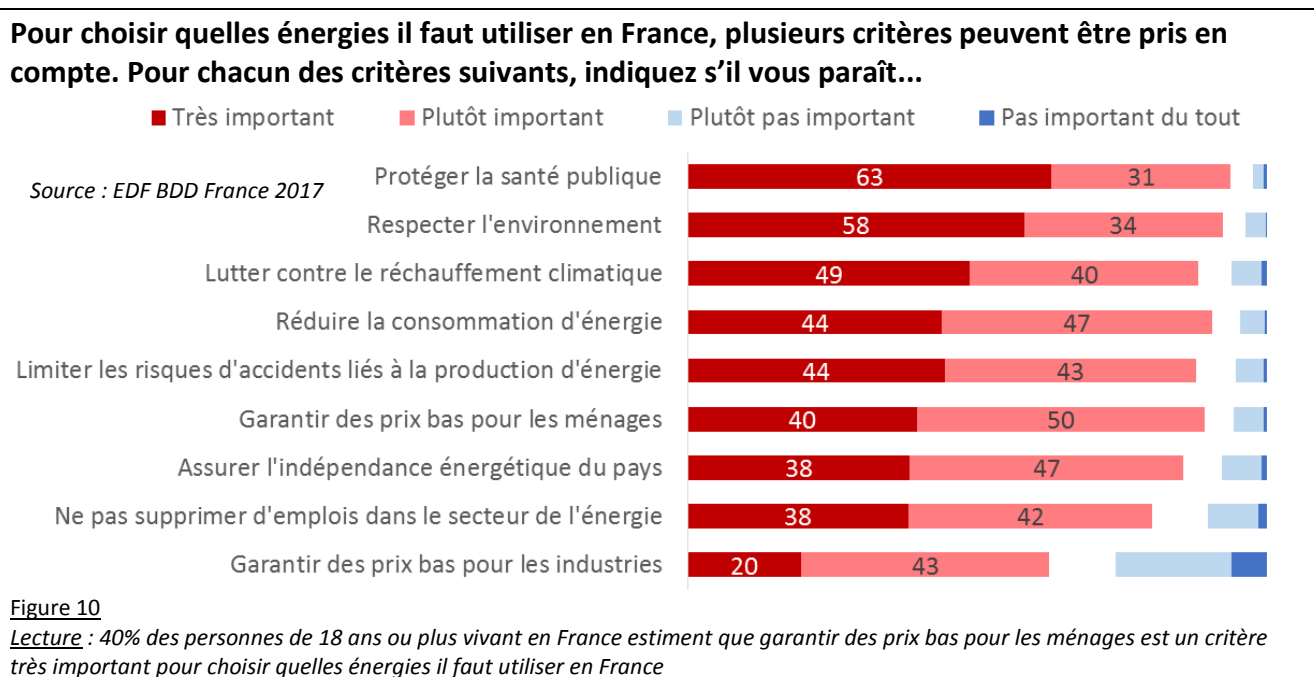
Source : EDF BDD France 2017

Figure 9 : indicateur de popularité des énergies selon la tranche d'âge du répondant

Lecture : sur un indicateur allant de -100 (100% tout à fait contre) à +100 (100% tout à fait pour), la popularité de l'énergie nucléaire en France varie de -25 chez les répondants de moins de 25 ans à +14 chez les répondants ayant 65 ans ou plus.

Les réponses à cette question varient également sensiblement selon l'âge des répondants (Fig. 9) : ainsi, les plus âgés se prononcent plus souvent *tout à fait pour* (les énergies renouvelables) ou *tout à fait contre* (le charbon ou le gaz de schiste). Leur opinion est de ce point de vue plus tranchée (ce qui correspond à une étendue de l'indicateur plus large). Pour d'autres énergies où les avis sont globalement plus partagés (pétrole, énergie nucléaire et gaz), on constate que les plus jeunes s'y opposent bien davantage que leurs aînés.

La question suivante (Fig. 10) vise à appréhender quels critères il est important de prendre en compte pour construire la politique nationale énergétique. Peu d'enseignements en découlent au premier abord, si ce n'est que les deux critères qui sont le plus souvent jugés très importants sont ceux relatifs à la santé publique (63%) et à l'environnement (58%). A contrario, la garantie de prix bas pour les industries est très en retrait par rapport à tous les autres proposés dans cette liste.



Selon que l'on est pour ou contre l'utilisation de l'énergie nucléaire en France, on observe une répartition significativement différente des réponses à cette question, qu'il est intéressant d'observer de plus près (Fig. 11, où 'anti-nucléaire' signifie qu'on est *tout à fait contre*, et 'pro-nucléaire' *tout à fait pour* l'utilisation de cette énergie en France) via un graphique en radar où l'on reporte un indicateur synthétique d'importance directement issu de la question précédente.

Pour choisir quelles énergies il faut utiliser en France, plusieurs critères peuvent être pris en compte. Pour chacun des critères suivants, indiquez s'il vous paraît très important, plutôt important, plutôt pas important ou pas important du tout.

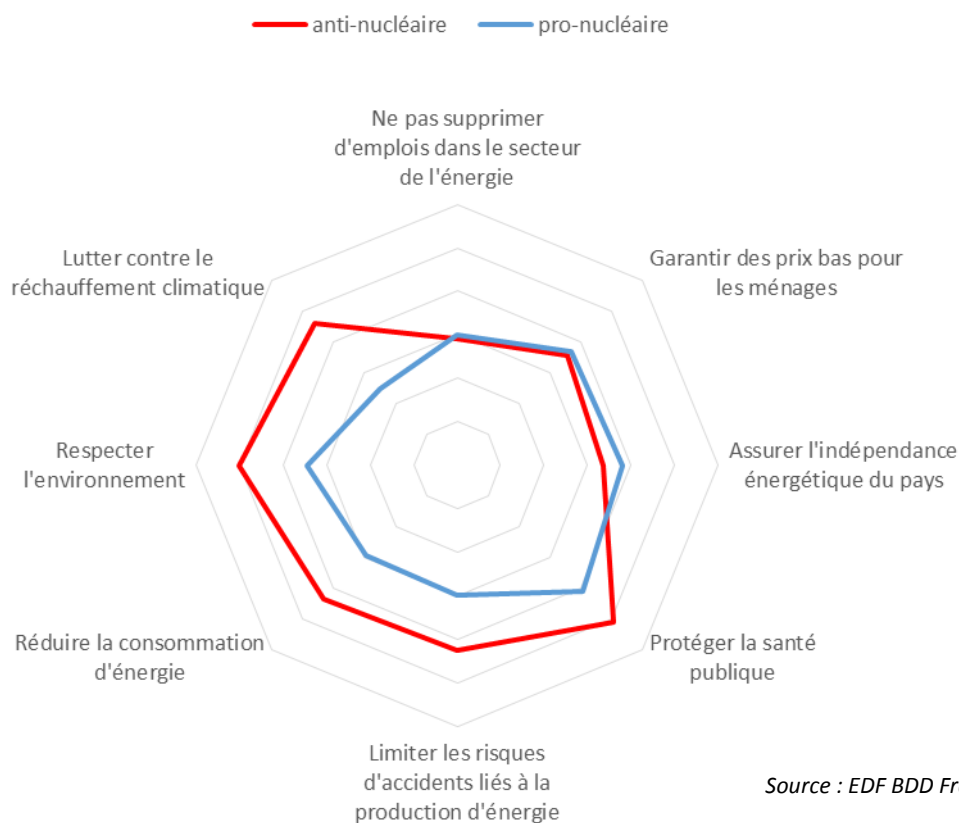


Figure 11 : indicateur d'importance des critères, selon que l'on est pro- ou anti-nucléaire (cf. question de la Fig. 7)

Lecture : sur une échelle d'importance de 0 à 6, le critère 'respecter l'environnement' atteint une valeur de 5 pour les personnes se disant tout à fait contre l'utilisation de l'énergie nucléaire en France, et 3,5 pour celles se disant tout à fait pour.

Le radar est globalement plus ample chez les anti-nucléaire, ce qui signifie que ceux-ci ont tendance à répondre plus souvent *très important* à la question précédente sur l'ensemble des critères. Au-delà de cet effet de vigilance globale, on observe que, si les écarts de réponse entre ces deux catégories sont finalement réduits sur les critères économiques, ils se creusent sur les critères de risques sanitaires, et plus encore sur les critères environnementaux. Ainsi, c'est sur l'importance donnée au critère du réchauffement climatique que les avis divergent le plus entre anti et pro-nucléaire : ce critère figure parmi les plus importants pour les anti-nucléaire (71% le jugent *très important*), alors qu'il ne l'est pas pour les pro-nucléaire (seuls 39% le jugent *très important*). Ce résultat semble paradoxal, puisque les centrales nucléaires n'émettent pas de gaz à effet de serre... Une question du BDD permet justement de savoir si les Français ont une bonne connaissance de l'effet de serre, où l'on demande si différents facteurs y contribuent *beaucoup, un peu ou pas du tout*. Parmi ces facteurs³ sont testées *les centrales nucléaires*.

³ Pour être tout à fait exact, on se doit de préciser que les autres facteurs testés (les voitures, les bombes aérosol, les avions, les raffineries de pétrole, le chauffage au fioul et l'élevage des bovins), s'ils ne contribuent pas au réchauffement climatique à parts égales, émettent tous des gaz à effet de serre : il est donc possible qu'il y ait dans cette question un effet contextuel de contamination. Mais les centrales nucléaires sont le second item proposé dans cette liste de contributeurs potentiels, et ce possible effet doit logiquement, dans ces conditions, être faible.

L'apparent paradoxe de la Fig. 11 trouve ici une explication, car l'absence de rejet de CO2 des centrales s'avère très mal connue dans la population générale (Fig. 12), où seuls 16% répondent que les centrales ne contribuent *pas du tout* à l'effet de serre, 44% répondant qu'elles y contribuent *beaucoup*.

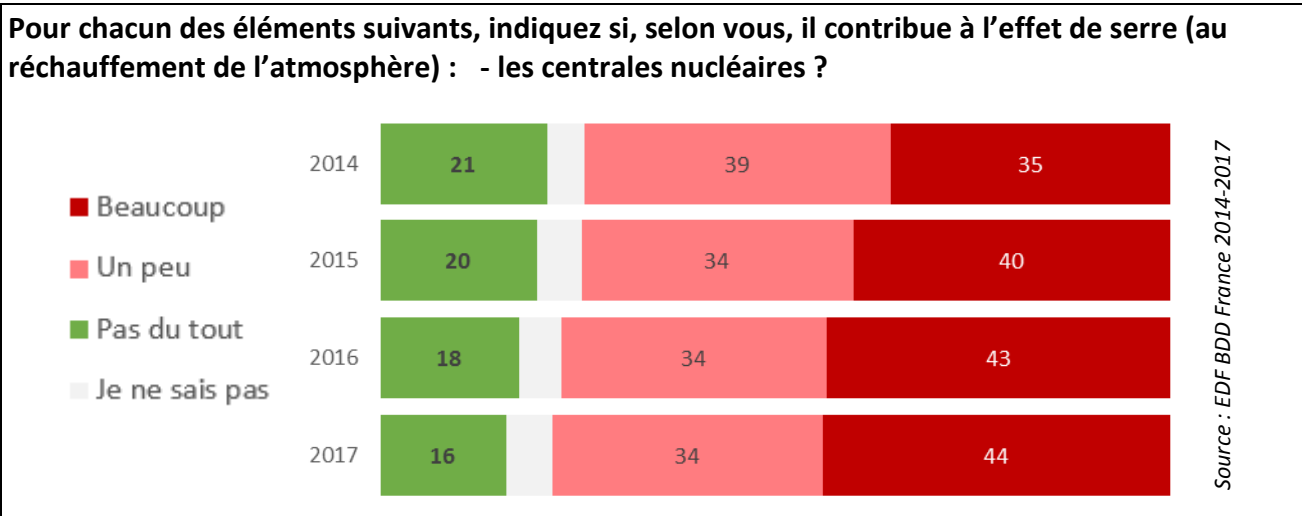
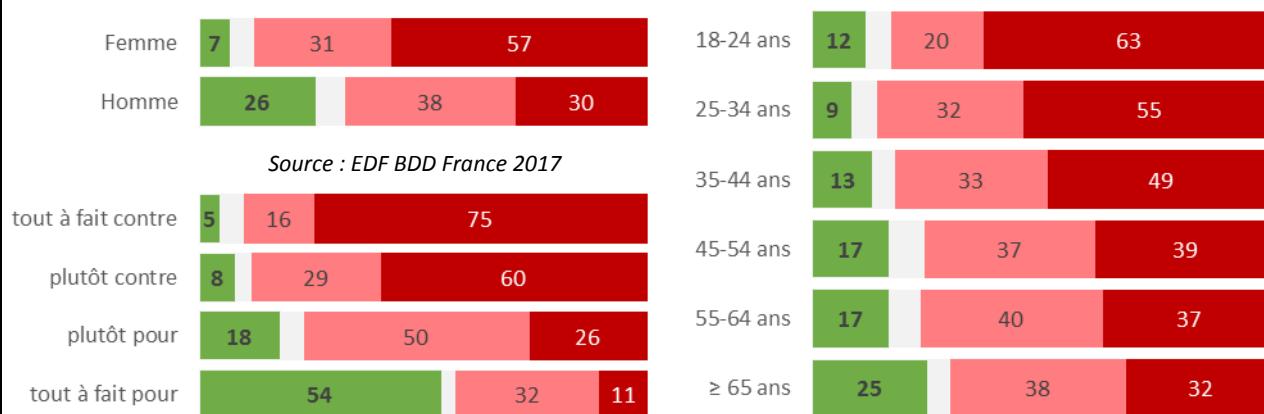


Figure 12 : distribution des réponses selon l'année d'interrogation

Lecture : en 2017, 44% des personnes de 18 ans ou plus vivant en France estiment que les centrales nucléaires contribuent beaucoup à l'effet de serre.



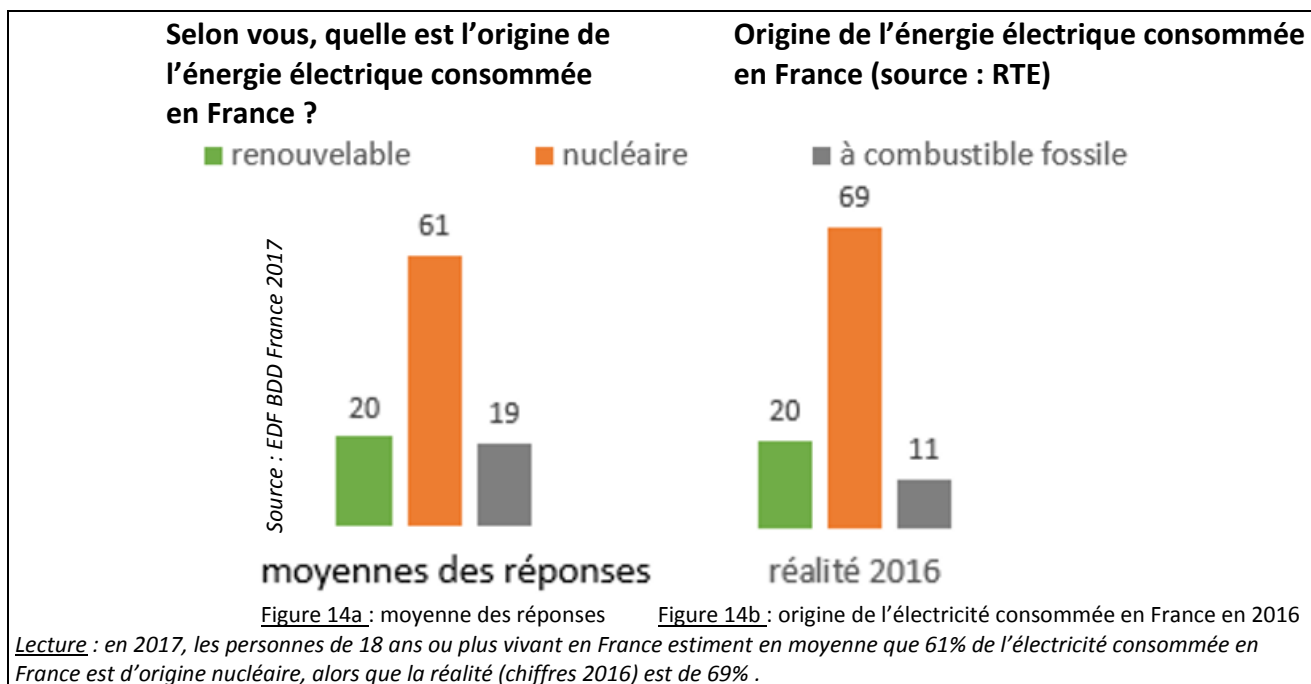
Figures 13a, 13b et 13c : distribution des réponses selon le sexe, la réponse à la question de la Fig. 8 (item 'énergie nucléaire'), et la tranche d'âge

Lecture : en 2017, 75% des personnes de 18 ans ou plus vivant en France et se prononçant tout à fait contre l'utilisation de l'énergie nucléaire en France estiment que les centrales nucléaires contribuent beaucoup à l'effet de serre.

Cette méconnaissance est encore plus frappante chez les femmes (Fig. 13a), les jeunes (Fig. 13c), et atteint son maximum auprès des anti-nucléaires, tels que déjà définis (Fig. 13b).

Quel est le niveau de connaissance des français quant aux modes de production de l'électricité consommée en France ? C'est l'objet de la question suivante (Fig. 14), qui invitait les personnes interrogées à estimer librement⁴ en % la part de chaque mode : à combustible fossile / nucléaire / renouvelable.

⁴ Il était précisé, cette enquête ayant lieu en ligne et donc sans enquêteur : « Nous voulons tester vos connaissances sur cette question, merci d'y répondre a priori, sans faire de recherches. ». On ne peut cependant garantir que tous ont joué le jeu, car nous ne disposons pas d'un horodatage de chaque réponse au questionnaire. Enfin, lorsque la somme des trois valeurs proposées par les individus interrogés différait de 100, un réajustement proportionnel a été effectué préalablement aux traitements statistiques.



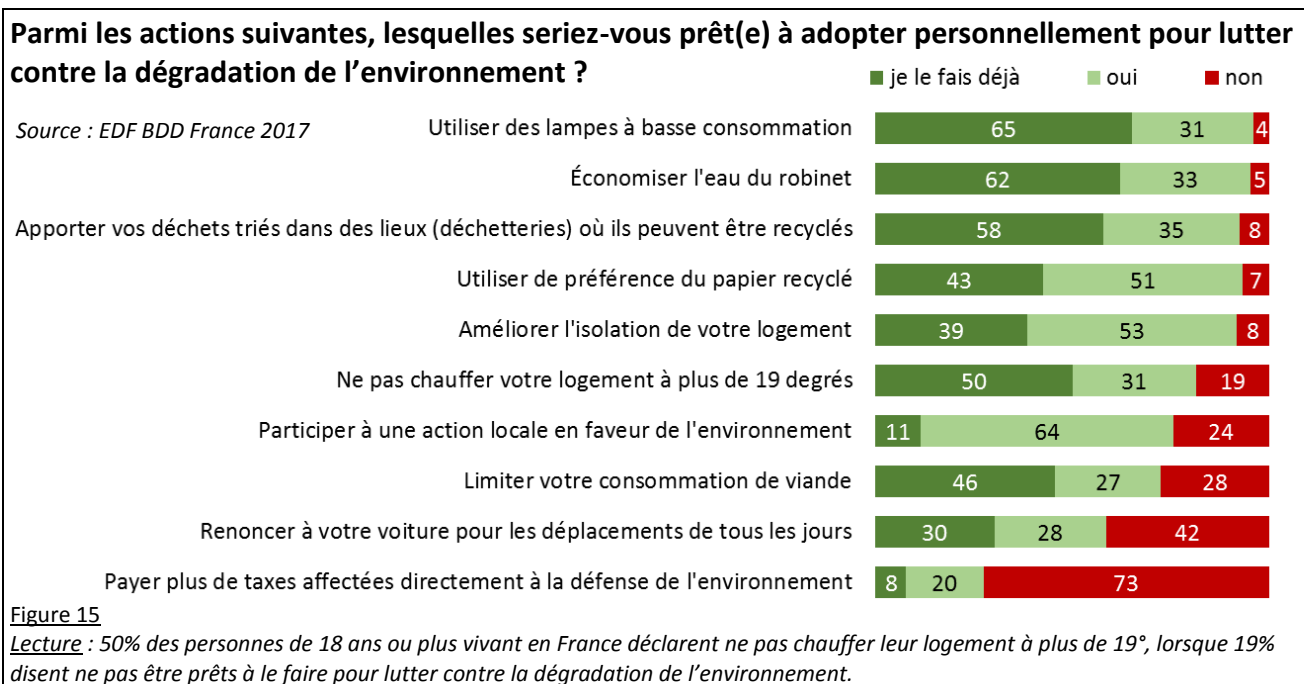
En moyenne, les réponses sont assez proches de la réalité : la part représentée par l'électricité d'origine renouvelable est parfaitement estimée (à 20%), et le nucléaire est sous-estimé de 8 pts, ce qui implique une erreur relative conséquente pour l'énergie d'origine fossile.

Naturellement, ces réponses moyennes cachent une disparité de réponses individuelles. Il faut ainsi préciser que la moitié des répondant se trompe à moins de 15 pts sur les trois valeurs ; qu'un tiers se trompe à moins de 10 pts ; et qu'enfin un répondant sur 10 estime la vraie répartition à moins de 5 pts. Les personnes les plus précises sont les hommes (malgré leur tendance globale à surestimer la part du nucléaire) et les partisans de La République En Marche ; tandis que les moins diplômés et les moins de 35 ans sont ceux qui font le plus d'erreurs sur cette question.

De plus en plus de Français estiment qu'on pourra se passer du nucléaire d'ici 30 ans si l'on développe les énergies renouvelables et favorise les économies d'énergie. Cette opinion est plus fréquente encore chez les moins de 35 ans.

À l'inverse, les partisans des Républicains (LR) sont ceux qui pensent le plus que, quels que soient les moyens mis en œuvre, on ne pourra se passer de nucléaire en France d'ici 30 ans.

Concrètement, quelles actions les Français disent-ils être prêts à entreprendre pour agir en faveur de la protection de l'environnement ? La question suivante (Fig. 15), bien que rédigée sous la forme d'une question à finalité (qui sous-entend que les actions proposées sont de nature à contribuer à la lutte contre la dégradation de l'environnement) susceptible d'augmenter encore la proportion de réponses positives, semble indiquer que nombre d'actions sont entrées dans le quotidien des Français, ou pourraient y entrer.



Parmi les actions proposées, seule la proposition de nouvelle taxation verte recueille une majorité d'opinions défavorables (73% de non).

La réponse à certaines de ces propositions dépend naturellement des caractéristiques des répondants. Ainsi, la propension à améliorer l'isolation de son logement est naturellement supérieure chez les propriétaires, les personnes qui habitent en logement individuel, et notamment pour les maisons construites avant 1950. A l'inverse, les ménages aux plus faibles revenus sont ceux qui se disent le moins prêt à effectuer cette action.

Autre exemple, ce sont les personnes vivant seules qui disent le plus souvent (58%) ne pas chauffer leur logement à plus de 19° – tandis que lorsque de jeunes enfants habitent le logement, ce pourcentage tombe à 30%.

Par ailleurs, la propension à se passer de sa voiture pour les trajets quotidiens dépend clairement du lieu d'habitation (Fig. 16) : lorsque près de la moitié des franciliens dit déjà le faire et une majorité des autres être prêts à le faire, c'est forcément plus compliqué en zone rurale, où 60% excluent de se passer de leur voiture pour les trajets de tous les jours.

Parmi les actions suivantes, lesquelles seriez-vous prêt(e) à adopter personnellement pour lutter contre la dégradation de l'environnement ?

- Renoncer à votre voiture pour les déplacements de tous les jours

Source : EDF BDD France 2017

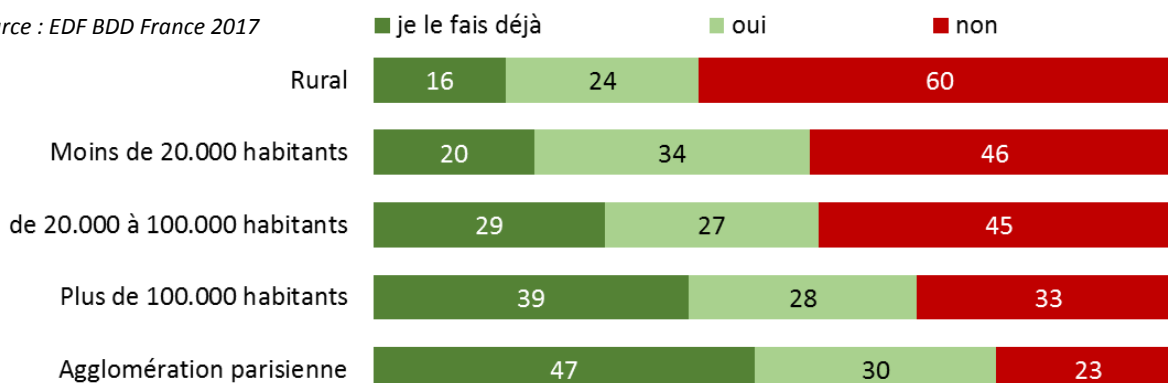
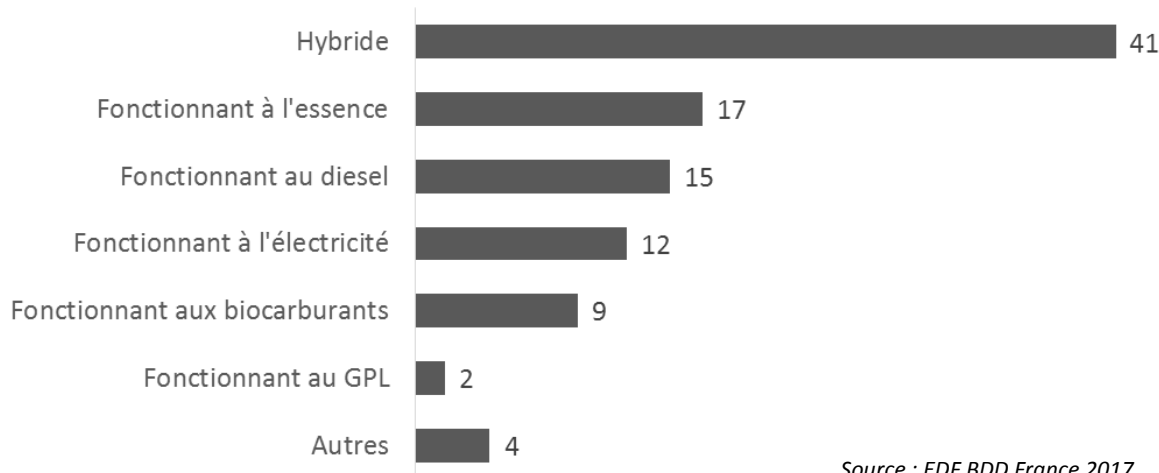


Figure 16 : distribution des réponses selon la catégorie d'agglomération de la résidence principale

Lecture : 16% des personnes de 18 ans ou plus vivant en zone rurale en France disent avoir déjà renoncé à leur voiture pour les déplacements de tous les jours (pour lutter contre la dégradation de l'environnement).

Quelques questions du BDD abordent enfin la question de la voiture électrique : il est ainsi demandé quel type de voiture la personne interrogée choisirait s'il devait en choisir une demain (Fig. 17). Sans contextualisation ni justification, l'analyse des réponses à cette question n'est pas simple ; mais on peut déjà remarquer que celles-ci sont globalement stables depuis 2012 : les véhicules hybrides sont plébiscités (41%), loin devant les autres types de motorisation. La voiture électrique n'est, quant à elle, citée que par 12% des Français – ce qui est tout de même bien au-delà de la part que représente ce type de voiture dans les immatriculations récentes (environ 1%).

Si demain vous deviez choisir une voiture, choisiriez-vous un véhicule...



Source : EDF BDD France 2017

Figure 17

Lecture : 41% des personnes de 18 ans ou plus vivant en France, s'ils devaient choisir une voiture, opteraient pour un modèle hybride.

Ce sont les individus les plus diplômés qui semblent le plus attirés par les modèles hybrides ou électriques (avec respectivement 45% et 18%) – mais l'on observe peu d'écarts sur cette question. On peut tout de même constater que les personnes qui n'ont aujourd'hui pas de véhicule motorisé – qui représentent environ 10% de la population et dont la moitié vit en Île-de-France, d'après notre échantillon – privilégieraient la voiture électrique (31%) tout autant que l'hybride.

Enfin, une grande majorité (83%) de Français se dit favorable au développement du véhicule électrique (Fig. 18), même si cette majorité est molle, comptant 60% de *plutôt favorables* et 23% de *très favorables*. On peut remarquer que les hommes se prononcent, sur ce sujet aussi, plus souvent fermement que les femmes – avec notamment 29% des hommes qui s’y disent très favorables lorsque seules 17% des femmes partagent cet avis.

